



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre du SYSTOM des Pyrénées
à Lieoux et Latoue**

12 / 31

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5, R. 541-48-3 et R. 541-48-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 autorisant l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux de « Pihourc » et modifié notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 5 décembre 2011, du 4 juin 2013 et du 11 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 décembre 2023 autorisant le transfert d'autorisation d'exploiter l'installation de stockage des déchets non dangereux de « Pihourc » sur le territoire des communes de Lieoux et Latoue au profit du SYSTOM des Pyrénées ;

Vu le courriel envoyé par le SYSTOM des Pyrénées, le 29 janvier 2024, alertant l'inspection d'un incendie survenu le 28 janvier 2024 sur l'installation ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 14 février 2024, relatif à la visite d'inspection du 31 janvier 2024 de l'installation exploitée par le SYSTOM des Pyrénées, sise à la mairie de Clarac ;

Vu le compte-rendu d'accident transmis par le SYSTOM des Pyrénées, le 9 février 2024, à l'inspection ;

Considérant que, lors de sa visite du 31 janvier 2024, l'inspection a constaté que :

- les besoins en eau du site ne sont pas efficaces ;
- la couverture provisoire des casiers se faisait avec des matériaux non inertes ;
- le stockage de déchets de bois n'a pas été porté à la connaissance du préfet.

Considérant que ces constats constituent des manquements aux prescriptions des

articles 3 et 25.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 susvisé et de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires, résultant des modalités d'exploitation des installations, porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure le SYSTOM des Pyrénées de respecter les prescriptions applicables à l'installation ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées a été porté à la connaissance du SYSTOM des Pyrénées, le 23 février 2024, afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant l'absence d'observations apportées par le SYSTOM des Pyrénées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1er – Le SYSTOM des Pyrénées (numéro de SIRET : 25310217200017), dont le siège social est situé à Clarac (31210), mairie de Clarac, est mis en demeure, pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'il exploite sur le site de Pihourc Liéoux et Latoue, 31800 Liéoux, de respecter les prescriptions suivantes :

- sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé en utilisant des matériaux inertes pour la couverture provisoire des casiers ;
- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 susvisé en déposant un porter à connaissance pour régulariser le stockage des déchets de bois présents sur le site ;
 - les dispositions de l'article 25.1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2008 susvisé en s'assurant que les moyens de lutte contre l'incendie du site sont efficaces et suffisants.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télerecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5. – En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au SYSTOM des Pyrénées.

Fait à Toulouse, le 8 MARS 2024

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB